

rh19

Revue d'histoire du XIXe siècle

Rémi Gossez

La proscription et les origines de l'Internationale. 1. Le " Comité international Permanent "

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Rémi Gossez, « La proscription et les origines de l'Internationale. 1. Le " Comité international Permanent " », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], , mis en ligne le 13 octobre 2002. URL : <http://rh19.revues.org/index296.html>
DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848
<http://rh19.revues.org>
<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://rh19.revues.org/index296.html>

Document généré automatiquement le 30 septembre 2009. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Rémi Gossez

La proscription et les origines de l'Internationale. 1. Le " Comité international Permanent "

Les " précédents " de l'Internationale n'ont guère retenu l'attention que tout à fait incidemment.

À la suite de Benoît Malon¹, M. Jules L. Puech signale, dans son étude *Le Proudhonisme dans l'Association internationale des travailleurs*, que, trois ans après le Coup d'État, une véritable association internationale avait été fondée par des proscrits socialistes français, allemands, polonais, aidés de démocrates anglais et belges.

Ces proscrits reprenaient l'idée qui, en 1846, avait présidé à la fondation d'un " Comité International Démocratique " à Bruxelles. Le chef Chartiste, Ernest Jones, y avait représenté l'Angleterre, Proudhon la France et Karl Grun l'Allemagne. Si ce dernier Comité dont G. Weill n'a pas tout à fait oublié non plus l'existence n'eut pas grand lendemain, la Ligue des Communistes, elle, a tiré du *Manifeste Communiste* une célébrité plus certaine. Mais qu'ils aient connu la célébrité ou l'oubli, ces précédents n'offrent qu'un intérêt historique de curiosité, pensera-t-on au premier abord.

En fait, l'examen de quelques documents et surtout d'une collection de *L'Homme, Journal de la Démocratie Universelle*² nous met en mesure d'apporter à propos du Comité International Permanent, quelques indications sur la formation, à partir des milieux de proscrits politiques, des idées internationalistes. Non sans qu'il y ait lieu à quelque réserve. Ce rôle de la proscription eut un revers : la faiblesse idéologique de l'organisation créée, et les limites que lui assignait son absence de base sociale.

À la formation des idées internationalistes, deux facteurs semblent avoir particulièrement contribué, tout au moins si l'on se borne à la documentation signalée.

À savoir : d'une part, les répercussions produites par la répression du mouvement insurrectionnel de juin 1848 ; d'autre part, les liens que nouèrent entre eux les proscrits, victimes de la réaction entre 1848 et 1851, comme du Coup d'État lui-même.

La résonance des combats de juin

La défaite ouvrière de Juin 1848 servit, de décisive façon, l'avènement de la conception d'une communauté internationale devant relier les travailleurs révolutionnaires. L'organisation systématique d'une telle communauté par-dessus les frontières finit par être considérée de l'élite ouvrière comme la seule voie possible pour la renaissance du mouvement ouvrier.

Et d'abord parce qu'en fait, de Juin 1848, date la sécession du prolétariat français hors de la communauté nationale pour reprendre la formule de M. Guoguel -, non sans remarquer toutefois que cette sécession découlait d'une répression aveugle et ressemblait plutôt à une exclusion dont l'initiative appartient aux responsables de l'Ordre. Il n'est pas interdit de rapporter à cette répression le développement pris alors par la conscience de classe. À ce point de vue, un important rapport au Ministre de la Justice relatif à la société secrète " La Fraternité Universelle ", filiale en France de la Commune Révolutionnaire de Londres, laisse entendre que les relations de ces deux organisations avaient moins d'importance que l'état d'esprit répandu dans la classe ouvrière, où " La Fraternité " puisait l'essentiel de sa force : " Les doctrines, les procédés, les passions de 1848 vivent. Il faut convenir, quoiqu'il en coûte,

que la haine du pauvre contre le riche, enracinée dans les classes ouvrières par 1848 et les doctrines qui le perpétuent suffit pour faire jaillir de ces classes, à tout moment, de nouveaux conspirateurs. On ne se souvient jamais assez que 1848 a été mieux qu'une théorie, le règne de la démagogie, un fait qui reste debout dans les classes ouvrière comme ayant été et devant être encore " ³.

La suite du rapport relie tout aussi nettement l'état d'esprit de la population ouvrière, considéré comme un fait nouveau, aux événements de 1848.

Autre conséquence de la défaite de Juin, l'avant-garde ouvrière française, battue et comme rejetée du sein de la Nation, en était rendue au point où elle devait accueillir, comme un secours précieux, toute proposition d'alliance avec les travailleurs des autres pays.

Les éléments les plus engagés dans l'action se sentirent après Juin réduits à l'impuissance, s'ils en restaient au cadre traditionnel de cette action, la nation française. Ils devaient irrésistiblement songer à opérer sur un plan en quelque sorte universel et pratiquement européen.

Cette modification dans l'état d'esprit des agitateurs " conscients " fut parfaitement sensible au lendemain même de l'insurrection.

Par exemple, l'un des rédacteurs de l'Atelier, l'ouvrier ébéniste Adrien Delaire, arrêté comme membre de la Commission électorale du club des Clubs, se fit le porte-parole de ces co-détenus ⁴. Promené de fort en fort, jusqu'à sa libération par un Conseil de Guerre le 31 octobre, il eut le temps d'écrire et de diffuser, ainsi que d'autres recueils, ses " Chants des Casemates " dont voici un échantillon expressif, leitmotiv de l'ensemble du livret :

" Le feu sacré brûle encore dans nos cœurs,

" Rien n'éteindra la lumière féconde

" Bientôt pour nous naîtront des jours meilleurs.

" Et grâce au sang versé par nos blessures,

" Le Socialisme éclaire l'Univers ".

Les " Iambes " de Louis Ménard, d'une si belle poésie, rendent le même son.

De façon générale, les ouvriers de Paris, ou plus exactement, ceux d'entre eux qui pensaient l'action dans laquelle ils s'étaient trouvés engagés, imaginaient à ce moment d'associer au combat par eux commencé le reste du monde : à vrai dire, il était devenu courant parmi eux depuis 1792, de rêver conquérir ce monde à la liberté, les armes à la main.

Cette pensée de conquête révolutionnaire avait particulièrement cours dans certains milieux de proscriés, où Félix Pyat ne se montrait pas la personnalité la plus discrète.

En fait, il revint avant lui à l'ancien insurgé de Lyon, Caussidière, cet ouvrier passementier de Saint-Étienne, qui avait fait un fil inattendu préfet de police, de constituer à Londres au lendemain même de l'insurrection, la Société Française : " La Commune Révolutionnaire ". En étaient membres avec Caussidière, les proscriés Félix Pyat, le sergent Boichot, Rougée, Avril, l'instituteur révoqué et exilé Alavoine, A. Besson, le mouleur en plâtre Bianchi, l'avocat Talandier ⁵.

En somme, la queue de 93 disait-on alors à s'en fier aux divers manifestes publiés par la Commune Révolutionnaire ⁶. Mais, pour ainsi dire, une queue enrichie des souvenirs plus récents de Juin. À première vue, le plus clair de l'œuvre de cette organisation fut de consacrer le triomphe de la phrase révolutionnaire. On s'en rapportera, pour en juger, au style

mélodramatique de Pyat. Le bon sens, en effet, est rebuté par ce pathos " quarante-huitard " dont rien de positif ne semblait pouvoir jamais sortir. Le déracinement de ces révolutionnaires, logiquement, les condamnaient aux pires errements, y compris à l'attentat individuel que Pyat finit par glorifier.

Et pourtant, il est sorti de l'alambic, quelque chose digne d'une étude historique.

Tout d'abord, et il faut le reconnaître, la Commune Révolutionnaire agissait. Elle agissait en France même. Elle y assurait l'introduction de la littérature clandestine, fournissant une abondante besogne à la Police : la saisie de la lettre au Peuple de F. Pyat ; celle d'une brochure, *L'Empire, la famine et la honte*, signée Vallière, Colfavru, Alavoine, délégués de la Commune Révolutionnaire à Jersey ; l'arrestation de Madame Bianchi, chez qui avaient été trouvés des exemplaires de " Napoléon le Petit ", dans des bustes en plâtre de l'Empereur, ne furent que des incidents ; l'arrestation de Bravard et de Berlier, émissaires de la Commune, eut plus de conséquences : 16 autres personnes les rejoignirent en prison, dont nombre d'ex-transportés de Juin ⁷.

L'incarcération de 56 ouvriers compromit l'activité de la Fraternité Universelle, filiale ouvrière en France de la Commune. 1854 amena l'arrestation, à Plaisance, près de la barrière du Maine, de l'ex-sergent Boichot, en mission, ainsi que des ouvriers et ouvrières qu'il était venu joindre. En avril 1856, huit condamnations frappèrent quelques-uns des chefs en France de l'organisation, dont le cordonnier Clément ⁸. Boichot, dans ses *Souvenirs d'un prisonnier d'État*, précise que " la Commune Révolutionnaire " se mit en rapport avec les démocrates de tous les pays, essaya de relier les éléments épars de la Révolution et d'imprimer une direction au Parti Socialiste Révolutionnaire. Divers comités occultes furent établis dans les faubourgs de Paris. L'objectif était d'organiser un noyau de forces capables de donner, dans des circonstances favorables, le signal d'une insurrection.

La Commune réunissait avant tout les hommes résolus à l'action immédiate. Comme ils affichaient volontiers des idées communistes et se réclamaient en même temps de Blanqui, il est permis de les compter au nombre de ces communistes d'action que M. Georges Lefebvre a si heureusement caractérisé.

En 1854, lors de la Campagne de Crimée, l'heure d'agir sembla venue. Les nouvelles de la Guerre, l'état de l'opinion engagèrent le comité à tenter un soulèvement populaire. Si l'arrestation de Boichot compromit l'entreprise, quelques résultats marquèrent néanmoins les efforts de la Commune dans un tout autre domaine : celui de la fondation d'une organisation internationale.

La fraternisation des proscrits.

À une telle initiative, la proscription offrait un terrain propice. Les proscrits de Londres avaient fraternisé dès le début de la réaction en Europe. Quelque fut leur nationalité. Au dessus de multiples Comités Nationaux fut fondé, fin 1850, un Comité Central Démocratique Européen, qui, lui, ne peut être rangé au nombre des précédents de l'internationale en raison de ses idées et de sa composition exclusivement républicaine : Ledru-Rollin, Mazzini, le Polonais Daratz, l'Allemand Ruge, étaient les quatre chefs. *Le Proscrit*, puis *La Voix du Proscrit*, publiés à Saint-Amand (Nord), était son moniteur officiel, avec pour principal rédacteur Charles Delescluze, l'un des chefs de la Société fraternelle des démocrates socialistes français proscrits.

À la scission qui atteignit cette dernière organisation, le Comité Central Démocratique Européen ne put survivre.

La Société " La Révolution " en regroupa une partie autour de Ledru-Rollin, Martin Bernard, Ribeyrolles, Delescluze, Cournet, tandis que les plus décidés à l'action rejoignaient " la Commune Révolutionnaire ".

L'Exilé, almanach pour 1851, témoigne, dès décembre 1850, des tendances internationalistes de la Commune Révolutionnaire. Aux articles de L. Avril, Boichot, Jannot, F. Pyat, Rolland, du Lyonnais Naquet, du transporté de Juin Thoré, et de Cœurderoy, se joignaient celui du Colonel badois J. Ph. Becker, intitulé " Union de l'Allemagne et de la France pour la réalisation de la République Universelle ", du Savoisien A. Cottet, " Union de la Savoie et de la France pour la réalisation de la République Universelle ", ainsi que ceux de Ch. Arduini, représentant romain, de P. Sterbini, ministre romain, de J. Eytel, de l'Association Fédérale Suisse, du proscrit russe J. Golovine, enfin de J. Harney, secrétaire général de l'Association Chartiste.

La devise de cet almanach, figurant en surtitre était déjà " République Universelle ".

Si l'histoire de la proscription commence avec la répression de l'insurrection de Juin, si les positions définitives sont prises dès lors, le Coup d'État devait apporter à l'émigration un indispensable élément de volume ; en fournissant des troupes, elle démontra pour commencer dans quelle faible mesure étaient suivis les chefs de la Montagne, réfugiés après le 13 juin 1849.

À partir du Coup d'État jusqu'à la fin du Second Empire, comme l'a remarqué M. Tchernoff, la tendance révolutionnaire et communiste fut dominante à Londres.

La confusion se prolongea un moment, au début. Ces proscrits se trouvaient dispersés au milieu de la population londonienne, gênés par la différence de langage, écrasés par la nécessité de subvenir à leurs besoins, quand ils n'étaient pas déjà divisés politiquement.

Aussi, l'île de Jersey fut-elle plus que Londres l'étape essentielle de leur proscription, celle où se fit tout d'abord jour l'idée de la création d'une communauté internationale de Révolutionnaires.

Ce coin heureux détaché de la riche terre normande se prêtait admirablement, tant au recueillement des esprits qu'au regroupement des personnes. Jadis, le protestantisme Français autour du camisard Jean Cavalier, nommé gouverneur de l'île, y avait repris vie. À leur tour, les proscrits d'une nouvelle Réforme purent y faire une de ces retraites indispensables à la préparation des victoires futures.

Vivant en voisins les uns des autres, leurs ressources encore peu ébréchées, ils furent tout d'abord bien accueillis de la population.

Mieux qu'à Londres, où ils étaient noyés dans la vie anonyme de la ville géante, les proscrits pouvaient, à Jersey, confronter leurs expériences, variables selon leurs pays d'origine.

Surtout la création, le 30 novembre 1853, d'une feuille au titre prestigieux, *L'Homme, Journal de la Démocratie Universelle*, permit le rapprochement autour d'une réalisation commune des révolutionnaires de tous pays⁹.

Il ne rentre pas dans le cadre de cet article d'étudier la riche substance de ce journal. D'ailleurs, l'un de nos plus fidèles sociétaires, M. Jean Bossu, s'est appliqué à réunir sur les proscrits de Jersey, toutes les indications possibles, travail dont la *Revue des Révolutions contemporaines* assurera la publication.

De ce journal, le mot d'ordre fut celui de " Vive la République Universelle, Démocratique et Sociale " (constamment souligné).

C'était reprendre, à l'échelle de l'Univers, le cri des insurgés de Juin et préparer la naissance d'un mythe nouveau, porteur d'unité humaine, sinon même une prise de conscience.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que le Rocher de Jersey devint le haut lieu d'où souffla, au moment le plus sombre de la réaction en Europe, la foi révolutionnaire. La plus

puissante œuvre de Hugo, *Les Châtiments*, comme ses plus charmantes pièces, *Théâtre en liberté*, y puisa l'essentiel de son inspiration.

Aussi, l'analyste, soucieux de restituer par delà son analyse, l'ambiance d'un milieu exceptionnel, où bouillonnaient les idées ensemble avec les absurdités, a-t-il bien de la peine à se défendre de l'éloignement qu'inspire à son scepticisme la plus creuse des phraséologies révolutionnaires, comme à résister à l'entraînement incontestable de cette foi, considérée à l'un des instants de sa révélation.

À Jersey donc, l'anniversaire de la Révolution de Pologne, le 29 novembre 1853, commémoré par un banquet au cri de : " Vive République Universelle, Démocratique et Sociale ", fournit la première occasion de rapprochement entre les proscrits de tous les pays.

La Commission du Banquet était internationale, composée de Mazzoleni, italien ; Zeno Swiestoslawski, polonais ; Teleki, hongrois ; Martin Fulbert et Bianchi, français.

Les proscrits, en cette occasion, a en croire Martin Fulbert, oubliaient toutes les distinctions de race et d'origine pour ne se souvenir que du devoir qui leur incombait, celui de constituer par des efforts communs, l'unité de la grande famille humaine. D'autant mieux que le sort de la Pologne paraissait en dépendre ; pour eux tous comme pour le général lithuanien Bulharyn, l'idée de la liberté progressive en Europe se faisant jour en 1846, à Cracovie, avait allumé une révolution universelle. Tous pensaient, comme l'ancien délégué des ouvriers mécaniciens Collin : " Nous assistons à la naissance d'un monde nouveau [...] Tous les peuples sont frères [...] Bientôt aura lieu l'avènement de la République Universelle Démocratique et Sociale ". Jersey était dans l'esprit de tous, le lieu prédestiné à cette nouvelle annonce. Le Jersiais Wellman exprimait ce sentiment général : " Au pied du Rocher des Proscrits, les générations encore à naître, réfléchiront sur l'histoire du passé, se rappelleront que s'il y a différents rivages, il n'y a, après tout, qu'une seule mer ". Et suivant Cahaigne, qui parla après Pierre Leroux, l'idée républicaine, le sentiment fraternel, était venu rayonner sur cet asile sacré des quatre points cardinaux de l'Europe.

Dans l'œuvre à venir, le rôle de la France se trouvait renouvelé, d'après X. Durrieu : " Je serai la France, la France de la complète régénération sociale, la France de l'Europe, la France de l'humanité ; je ne serai plus seulement le peuple initiateur, mais bien encore l'infatigable ouvrier du progrès incessant, jusqu'au triomphe de la République Universelle ".

La révolution universelle assurait ce triomphe ; la certitude s'en imposait à chacun, en particulier à Colfavru : " Vous savez, déclara-t-il, quelle est l'arme invincible que prépare l'immense développement de l'industrie à notre époque ; la force des choses vient à nous et chaque jour nous investit de la puissance nécessaire à l'accomplissement d'une tâche que nulle autre n'a dépassé en grandeur, la destinée vraie de l'homme à fonder par la Révolution universelle. Révolution Universelle ! Je te salue, mais que tes soldats soient nouveaux comme la conquête que nous avons à faire est chose nouvelle ! C'est le travail. C'est le travail qui va faire la grande guerre ! ".

Pour annoncer un tel avenir, il fallait la parole du poète, de Victor Hugo : " Tout marche, tout avance, tout approche ", s'écriait-il, " et je vous le dis avec une joie profonde, déjà se font jour et deviennent visibles les symptômes précurseurs du grand avènement. Oui, réjouissez-vous, proscrits de toutes les nations, ou, pour mieux dire, proscrits de la grande nation unique, de cette nation qui sera le genre humain et qui s'appellera : République Universelle ! ".

Bianchi aussitôt se dressa pour lui répliquer : " La République sera universelle à la condition d'être démocratique et *sociale* ".

" Il faut donc un critérium assez vrai, assez large pour en faire la base de la grande alliance des peuples.

" Ce critérium, je l'appelle, moi, l'émancipation du travail et du travailleur ".

Tout événement était une occasion de rencontre pour les proscrits de Jersey, mais surtout les décès qui frappaient nombre d'entre eux, épuisés par les répressions. Par exemple, le délégué-président de la Société Fraternelle des Ouvriers Mécaniciens, Drevet, était venu mourir à Jersey, le 8 octobre 1854, après avoir échappé aux pontons de Juin et de Décembre : au " Canada " et au " Duguesclin " rasés (*L'Homme*, 11 octobre 1854).

Si Drevet avait retrouvé à Jersey les personnalités plus propres à recueillir et à diffuser à travers le monde, le message de la Délégation Ouvrière au Luxembourg, il était peu d'hommes plus aptes que lui, à le leur transmettre dans sa pureté. Cet ancien insurgé du mouvement lyonnais de 1834, avait été le promoteur de l'Organisation Ouvrière dans la plus puissante usine de construction mécanique de France, Derosne et Cail. Cette entreprise, qui avait essaimé d'autres maisons à Lille, Douai, Bruxelles et Amsterdam, et avait créé des raffineries jusqu'à Java, employait, en 1848, 2 000 ouvriers à Paris. Principal appui de l'action ouvrière de Février à Juin, elle avait épaulé tout particulièrement la constitution du Comité central des délégués (ouvriers) du département de la Seine.

Drevet, lui-même, avait été arrêté sur la place de l'Hôtel-de-Ville, le 24 juin, alors qu'il achevait un curieux circuit passant par toutes les grandes entreprises de constructions mécaniques et par les ateliers de Chemins de Fer.

Il est à penser que le passage de Drevet à Jersey, son dernier séjour parmi les vivants, ne fut pas plus innocent. Malheureusement, les rédacteurs de *L'Homme* ne nous éclairent pas autrement sur ce point et il faut attendre l'enterrement suivant pour que se manifeste une idée toute neuve.

Les proscrits de tous les pays se retrouvèrent en effet le 10 mars 1854 autour de la troisième tombe française, ouverte à Jersey depuis le début de la proscription, celle de Georges Gaffney :

" Sous ce corps en putréfaction, il y a la pensée cachée des peuples opprimés, des peuples qui diront bientôt : Justice pour tous ! En attendant, à la porte du cimetière, il y a des nationalités diverses qui se serrent la main, répétant bien haut : Tous les peuples sont nos frères. Les républicains sont solidaires, les Républiques le seront bientôt. Pensée féconde, née aujourd'hui de la fraternité de l'exil, elle eut sauvé notre première révolution si elle se fut révélée en 1792 ; pensée libératrice, elle sera l'étendard de notre troisième révolution : cette fois, elle créera les États-Unis d'Europe [...] Le signe qui nous relie véritablement, c'est le pavillon unifié, c'est le drapeau rouge ". (Bianchi, *L'Homme*, 14 mars.)

Qu'il s'agisse de la tradition révolutionnaire de Juin 1848 ou de la fraternité née de l'exil entre les révolutionnaires européens, il est sensible que l'une et l'autre présidèrent à la naissance du Comité International Permanent, qu'elles en marquèrent l'idéologie. Il est non moins certain qu'elles ne suffisaient pas à étayer solidement la nouvelle organisation. Autant qu'une base sociale, celle que seule la masse ouvrière pouvait être une doctrine lui manquait.

Naissance et idéologie du Comité International Permanent :

À cet instant, le conflit entre la Russie d'une part, la Turquie, l'Angleterre et la France, de l'autre, vint mettre au premier plan des préoccupations le problème de la paix Internationale, en même temps que celui du destin révolutionnaire du peuple Russe.

Dans une lettre au rédacteur de *L'Homme* (22 février 1854), le Russe Alexandre Herten prétendait reconnaître dans l'impuissance des révolutionnaires européens, le signe de la mort du monde occidental :

" Et ce signe, nous le voyons écrit de la même manière sur le front de beaucoup de saints martyrs et sur le front de tous les galériens des Tuileries. Et ce sont des esclaves du tsar qui

apparaissent Dieu sait pourquoi, perçant leur neige, ce sont des Russes qui prétendent voir ce signe " .

Ce signe lui était apparu sur les barricades de Juin ; il avouait avoir pleuré sur les barricades de Juin, chaudes encore du sang, comme il pleurait encore lorsqu'il pensait à ces journées maudites, au triomphe des cannibales de l'ordre.

Le même signe, dans les mêmes conditions, était apparu à Ernest Cœurderoy :

" Hélas ! La France, la vraie France de l'avenir et. de la Révolution, elle est de tout son long sous la terre noire ; elle est morte les 23, 24 et 25 juin 1848, héroïque dans sa sublime et suprême revendication. Voulez-vous que je vous révèle notre plus intime secret à nous tous proscrits ? Nous avons honte d'être appelés Français depuis Juin 1848 ". (Lettre au journal *L'Homme*, p. 9.)

Le désespoir, et cette honte, ont inspiré, dès 1852, à Cœurderoy une vision apocalyptique de la catastrophe révolutionnaire à venir :

" La Révolution qui nous presse, elle aura pour théâtre le monde, pour acteurs les Peuples, pour moyens, un cataclysme, pour résultats, comme toujours, un despotisme unitaire d'abord, et puis l'égalité partout [...] La France n'est pas l'Europe : il faut que les autres nations la rejoignent [...] Les éléments de la civilisation sont dissociés ; une force immense et nouvelle doit intervenir pour produire ce que nous attendons [...] Sans la Société païenne qui le persécutait, le christianisme n'eût jamais grandi [...] Il fallait que le monde romain fut bouleversé par l'invasion des barbares [...] S'il appartient à la France savante de propager les idées de la Révolution, il faut une nation inculte pour les réaliser [...]

" On dit : Du Nord au Midi, il n'y a pas d'autre grand peuple constitué que le peuple Français. On ne compte donc pour rien cette moitié de l'Europe habitée par un monde de déshérités qui seront appelés un jour les fils aînés du socialisme [...] Qu'elles viennent, les bordes du Nord ! Qu'elles se précipitent sur l'Europe au galop de leurs cavales, la lance au poing, ébranlant de hourras sauvages les glaciers des Alpes, les vieux châteaux du Rhin, les échos de Versailles et la Ville aux Sept Collines, etc. " (La Barrière du Combat, pp. 26 et 39).

Cette vision apocalyptique, qu'Ernest Cœurderoy reprend inlassablement, il la présente, bien entendu, comme la vision suprême des victimes de Juin. Herten avait donc recueilli une sorte de message.

Sous de tels auspices, une première ébauche d'organisation internationale allait naître. Son point de départ semble bien être l'organisation de proscrits, " La Commune Révolutionnaire ", qui se révélait comme la plus redoutée du Second Empire.

Le 24 février 1854, au nom du Comité de la Commune Révolutionnaire, Félix Pyat adressait nommément " À la Bourgeoisie ", sous forme de lettre, une mise en demeure solennelle, dont voici la pensée centrale :

" Choisissez la Révolution ou l'Invasion [...] nous vous redisons avec le vaincu de l'Ile d'Elbe et de Sainte-Hélène : République ou Cosaque ! La Révolution seule peut trancher ce dilemme ; la Révolution seule peut sauver la France ; elle l'a déjà sauvée une fois " .

Une fois de plus, la vision de Juin était expressément reproduite par cette lettre signée de Félix Pyat, Boichot et, pour Caussidière, absent, de Rougée (*L'Homme*, mars 1854).

Le 15 mars 1854, une réunion générale des proscrits Français eut lieu à Londres, où fut élue une Commission de 15 membres, ou, à côté de Ledru-Rollin, Louis Blanc, Schœlcher, apparaissent

les ouvriers Martin Bernard, Pelletier, Greppo, Malarmet, Martin-Nadaud, M. Rousseau, Audry, Benoît, Lœrhner, Lallemand, ainsi que l'avocat A. Talandier.

Il s'agissait de secourir les proscrits sans travail et sans pain (*L'Homme*, 21 mars 1854).

De leur côté, Greppo et les deux anciens délégués du Luxembourg, Martin-Nadaud et Malarmet, formaient à Birmingham, citadelle des métallurgistes des *Trades-Unions*, un comité purement ouvrier, avec Mornet, Pieri, Lobre et Chevassus, ex-délégué des passementiers (*L'Homme*, 25 octobre 1854 et 7 mars 1855).

Une nouvelle Société Fraternelle des Proscrits Démocrates Français, se constitua bientôt autour de " La Commune Révolutionnaire " ; à l'occasion de l'arrestation du sergent Boichot, en mission clandestine en France, elle prit position contre certaines assertions du journal *The Times*. (Assemblée Générale du 9 juin 1854.) Le procès de Boichot devait venir le 24 août 1854 ; avec lui, étaient inculpés, comme prévenus de Sociétés secrètes, Félix Pyat, Rougée, Vallière, Colfavru, Alavoine et Bianchi, et deux ouvriers, Poirier et la femme Coignet. (*L'Homme*, 23 août 1854.)

Cependant, à l'annonce d'un projet de visite à la Reine Victoria par Louis-Napoléon, un Comité formé d'ouvriers chartistes se constitua, pour alerter l'opinion anglaise, sous la présidence de George Harrison, avec, pour secrétaires : Robert Chapman, Ernest Jones, et comme trésorier, James Finlen.

Les 57 membres du Comité se réunissaient tous les mardis et les dimanches, le soir. Il s'agissait, en réplique, d'accueillir Barbès, amnistié. Mais une autre ambition animait les chartistes. Ils proclamaient : " La Pologne s'agiterait dans ses fers, la Hongrie tressaillerait de joie, l'Italie se lèverait enthousiaste, si elles apprenaient que les ouvriers d'Angleterre ont flétri le parjure et le meurtre couronnés, ont poussé à nouveau le cri de guerre de la Révolution Française ". (*L'Homme*, 22 novembre 1854.)

Ces divers efforts de regroupements convergeaient. Tandis que le 24 février 1854, les proscrits de Jersey, réunis sous la présidence de A. Bianchi, entendaient, entre autres, Hugo décrire les futurs États-Unis de l'Europe des Peuples, avec leur capitale Paris, le grand mouvement révolutionnaire de 1848 fut commémoré pour la première fois à Londres, et sous le signe " Alliance de tous les Peuples ".

Une soirée internationale, suivie d'un meeting public " pour conduire à l'Union de la Démocratie de toutes les Nations, à la délivrance des Nationalités et aux Droits politiques et sociaux du Travail ", eut lieu le 27 février 1854, à Saint Martin's Hall. Ernest Jones, président, James Finlen, Alex. Herten, G. J. Holyate, A. Talandier, Kardestki, prirent tour à tour la parole.

Dans son numéro du 7 mars 1855, *L'Homme*, en reproduisant exclusivement le discours de Herten, le mettait en vedette, non sans raison. (Depuis sa fondation, *L'Homme* faisait une place de choix à la très remarquable correspondance de Herten.)

Herten avait déclaré, pour commencer, parler sur l'invitation pressante d'un " Comité international " qui, par sa voix, se manifestait pour la première fois.

L'apparition de ce " Comité international ", en 1854, se faisait donc expressément sous le signe de la question russe, que Alexandre Herten souleva devant les " Commissaires " de tous pays avec une extrême vigueur : " Depuis, disait-il, que le brouillard opaque qui enveloppait la Révolution de Février a disparu, on commence à voir de plus en plus clair ; une simplicité *tranchante* remplace les complications, il n'y a que deux questions réelles :

" La question sociale,

" La question Russe.

" Et au fond, c'est la même. La question russe, c'est le côté accidentel, l'épreuve négative ; c'est la nouvelle apparition des barbares flairant l'agonie, criant leur *Memento Mori* au vieux monde et lui offrant un assassin s'il ne veut pas se suicider.

" En effet, si le socialisme révolutionnaire ne parvient pas à en finir avec la société en décadence, la Russie en finira. (*L'Homme*, 5 avril 1854.)

Et Herten de mettre en lumière l'importance décisive pour le mouvement international tout entier, de la " Commune " rurale russe, considérée comme le modèle par excellence de l'organisation sociale.

Au premier plan de son intervention, Herten avait placé cette " Commune " rurale russe, en spécifiant que mettre d'accord la liberté individuelle avec la " Commune ", c'était tout le problème du socialisme. Il rappelait les paroles de Peestel : " Vous pouvez vous défaire de l'Empereur, vous pouvez proclamer la République si vous voulez peu de chose changera. Il n'y aura pas de révolution populaire nationale, chez nous, si on ne touche pas à la propriété territoriale de la noblesse. Il faut la " Terre aux Paysans ! ".

En Russie, le paysan ne croyait pas que la terre puisse appartenir à un autre qu'à la Commune. Il lui était plus facile de croire que lui, individu, appartenait à la " Commune ", que de penser que la terre ne fut pas la propriété inaliénable de la " Commune ".

C'était extrêmement grave d'après Herten... " Nous allons à votre rencontre dans la révolution future, sans avoir besoin de passer par les marais où vous êtes passés [...] Sans réminiscence, sans obligation envers le passé, nous sommes, comme les prolétaires en Europe, les déshérités. De ce monde, nous n'avons reçu qu'outrages, aussi ses destinées ne nous touchent-elles que médiocrement.

" L'homme de la police a raison quand il dit : "que nous ne nous arrêterons devant rien". Nous n'avons rien de commun, ni avec la vieille Russie, ni avec le vieux monde. Et, par contre, nous avons *l'audace de l'espérance*.

" Le temps de notre besogne approche. Le pauvre prolétaire en Europe doit savoir que le pauvre paysan russe n'est pas un être vil et abruti, mais un être humain, très malheureux, ayant même intérêt, courbé sous la même fatalité.

" Le domaine de la Révolution s'étend [...] N'avons-nous pas vu la Révolution à Vienne ? et le roi de Prusse, chapeau bas devant son peuple ? Tout cela a passé comme un rêve. Mais, citoyens, il y a des rêves prophétiques. Et ce rendez-vous de toutes les émigrations à Londres, cet échange d'idées, cet entendement mutuel, ce même niveau qui s'établit, cela n'est pas un rêve.

" Non, cela n'est pas un rêve, car l'Anglais nous tend la main et, vous le savez bien : *Quand l'Anglais donne la main, il donne le cœur* ". (bruyantes acclamations) [...] Et un Russe invité à prendre part à cette commémoration du mouvement révolutionnaire de Février ! [...] Est-ce que vous ne voyez pas là des indices, des signes ? "

" Regardez cette salle, regardez ces débris de tous les orages, ces proscrits de tous les pays, ces vétérans de toutes les luttes, contre toutes les tyrannies, se réunissant pour fêter une page de l'histoire de la Révolution, et cela tandis qu'Elle, la Patrie de la Révolution, n'a pas le droit de se souvenir solennellement de son passé ! [...] Grande destinée de la France ! révolutionnaire, même par sa réaction ! C'est ainsi qu'en luttant contre le socialisme, elle l'a élevé à la hauteur d'une puissance formidable, reconnue et militante ". " Tout sert la Révolution, car tout sert

l'avenir ". Au Russe Herten, l'Italien Saffi fit écho en présageant la constitution d'une " grande ligue ou fédération industrielle et commerciale des États ".

Talandier dégagea, à son tour, l'enseignement essentiel des Révolutions de 1848 : la nécessaire " Alliance des Peuples ". Quatre résolutions furent votées par le meeting :

" Considérant que la seule garantie de paix et de progrès est dans la stricte alliance des peuples ", la 3^e résolution annonçait l'établissement d'un " Comité International Permanent ", composé des représentants des démocrates de l'Angleterre et des diverses contrées de l'Europe Continentale, ouvert à toutes les Nations et chargé de réunir en conférence, les représentants de toutes les démocraties ", en vue de proclamer et de propager les principes et de préparer l'avènement de la République Universelle Démocratique et *Sociale* (souligné dans le texte).

Le vœu exprimé au même instant à Jersey par la " Commune Révolutionnaire ". dans une lettre " Aux proscrits ", datée du 24 février 1855, était réalisé :

" Nous avons été vaincus ensemble, nous souffrons enfermés. ensemble, ici, dans cette Ile, dans ce Cercle de Popilius, comme pour mieux nous connaître, nous apprécier et nous associer, comme pour mieux concevoir par l'expiation commune de notre faute, l'unité de notre cause et de notre triomphe à venir. Du contact de nos peines, de nos regrets et de nos espérances, jaillit plus lumineuse encore l'idée de solidarité. *Hoc Signo Vincetis*. Et cependant, qui le dirait ? hormis certaine sympathie, il n'y a encore ni concert, ni entente, ni union entre nous [...] l'un pense à la chère Pologne, l'autre à la chère Hongrie, l'autre à la chère Italie, l'autre à la chère France ! Pensons donc à la chère Révolution ! Hommes d'action, agissons. Hommes de solidarité, agissons en commun ! "

Et Félix Pyat de jurer que la France, en Révolution, entreprendrait la guerre de Libération.

Les limites de " l'Internationale de 1855 " :

Un secours que l'on n'espérait plus vint de France aux exilés : la montée des grèves de 1855. Les républicains les plus timides en furent ébranlés, et comme J._Ph. Berjeau, durent avouer toute l'importance révolutionnaire des grèves ouvrières signalées alors sur tous les points de France, car aucune répression militaire ne pouvait arrêter cette éclatante protestation contre les idées économiques du Bas Empire. L'immense majorité des ouvriers comprenait enfin comment les insolubles du 2 Décembre, après avoir dissipé leur bien et celui des autres, gaspillaient la fortune et l'honneur de la France. L'ouvrier français n'abordait point l'idée de coalition et les souffrances d'une grève avec le seul espoir d'un avantage matériel, comme certains croyaient pouvoir le reprocher à l'ouvrier anglais, mais parce qu'il voulait être libre, pour que la fraternité ne fut pas un vain mot, pour demander à un salaire meilleur les moyens de s'éclairer (D'après J._Ph. Berjeau, *L'Homme*, 20 juin 1855.)

Encore fallait-il que les exilés comprissent de quel profit pouvait leur être ce secours. Ils comprirent mieux la valeur de l'alliance avec les chartistes.

Du dédain de " certains " pour l'ouvrier anglais, ce dernier, au même instant, démontrait par ses actes l'injustice. Talandier fit, dans un discours, expressément allusion aux relations des Chartistes Anglais avec les Proscrits étrangers au sein du Comité International.

" Je vois qu'on nous a reproché notre alliance avec les Chartistes d'Angleterre. Cette alliance est cependant, si l'on veut y réfléchir, un acte de grande bonne foi et de grand bon sens, car en le faisant, nous nous sommes alliés avec les seuls gens, qui, en Angleterre, pensent et parlent comme nous et qui, non seulement veulent la liberté politique, mais aussi l'égalité sociale. Cela n'est peut-être pas très respectable, mais je persiste à croire que c'est plus sûr que certaines alliances bourgeoises de l'inconsistance desquelles la Société anglaise des " Amis de l'Italie "

nous a donné une si triste preuve, lorsqu'elle déserta, il n'y a pas encore un an, l'œuvre de Mazzini.

" Du reste, nous tenons fort peu à avoir des alliances respectables aux yeux de l'Angleterre officielle, au contraire ".

L'alliance avec les Chartistes fut consacrée par la désignation, au Secrétariat Général du Comité International, d'un Anglais.

Le 18 juillet 1885, *L'Homme* publiait une " Adresse du Comité International " signée, pour lui, de son Secrétaire Général Anglais, Georges Harrison (2 Exeter Change, Strand, Londres).

" Nous voulons, y était-il dit, fonder l'Alliance des Peuples sur le terrain de la République Démocratique et Sociale Universelle. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour ou d'une secte, c'est l'œuvre de tous et toujours ".

Dans *L'Homme* du 19 septembre 1855, c'est au tour d'un Polonais, Conrad Dombrowsky, de signer comme Secrétaire du Comité International, le communiqué suivant :

" Anniversaire du 22 septembre 1792 : "Sur l'invitation de la Société Française, La Commune Révolutionnaire, le Comité International a résolu de célébrer en commun cette date mémorable et prie les Démocrates de toutes nations dont le concours est acquis à *l'Alliance des Peuples*, de vouloir bien assister à ce meeting qui aura lieu à Londres le samedi 22 septembre 1885, dans Scientific Institution Hall, John Street, Tottenham Court Road" ".

Le numéro suivant de *L'Homme* enregistre une déclaration signée Ledru-Rollin, Kossuth et Mazzini, qui consacrait, avec la constitution d'un " centre d'action " repris du Comité Démocratique Européen de 1851, la scission au sein de l'émigration entre les Républicains et les Démocrates-Socialistes.

La situation ainsi clarifiée, la " Commune Révolutionnaire " se joignit seule au Comité International dans la célébration du 22 septembre.

Sous la présidence de Jourdain, de la Commune Révolutionnaire, prirent successivement la parole les Anglais Nash et William Jones, les Allemands Lhertzer et Gleuz, le Polonais Dombrowski et les Français Félix Pyat, Rougée et Talandier.

Talandier, en particulier, insista surtout sur l'évolution économique : la mobilisation de la propriété et la centralisation des services publics qui s'opéraient à ce moment en France étaient désignés par lui comme des faits non encore signalés et dignes d'une étude scientifique.

Son intervention appela suffisamment l'attention sur lui pour le faire intégrer aux côtés de l'ouvrier menuisier français Fontaine dans le Comité International (*L'Homme*, 3 octobre 1855 et 24 octobre 1855). Tous deux signaient une convocation lancée à tous les proscrits par le Comité International, pour se réunir le 26 octobre 1855.

La publication dans *L'Homme* des autres discours fut empêchée par le scandale que causa la " lettre à la Reine d'Angleterre " signée du Comité de la Commune Révolutionnaire, satire violente et injurieuse sur le voyage de Victoria en France (*L'Homme*, 10 octobre 1855).

L'opinion anglaise s'émut, particulièrement à Jersey, et le 17 octobre, trois proscrits (Ribeyrolles, Piacini, Thomas), puis, le 27 octobre, 35 autres, dont Hugo, furent expulsés.

L'Homme, dont la rédaction avait dû être transférée à Londres, disparut bientôt, à son 35^e numéro, le 28 novembre 1885, non sans avoir publié le dernier compte rendu de l'activité du Comité International.

À l'appel d'un des secrétaires, Dombrowski, avait eu lieu, le 29 novembre, dans School-Rooms, Cowper Street, City Road, un meeting placé sous la présidence de Ernest Jones, dont le but était la Commémoration de la Révolution Polonaise de 1830, et l'Union des Républiques Socialistes. Les honneurs de la séance étaient réservés aux expulsés de Jersey.

Là, prirent la parole Zeno Zwietoslawski, Talandier, Schertzer, Rougée, Bleigh, Jones. Les résolutions votées se terminaient par un appel à l'Union des Démocrates Socialistes de tous les pays, en face des " accroissements incessants de la tyrannie ", conséquence de la " coalition absolutiste " dans laquelle s'engageaient de plus en plus les Gouvernements Européens.

Consacrant définitivement la rupture entre républicains et démocrates socialistes, un meeting particulier aux républicains eut lieu le même jour à Saint Martin's Hall.

L'Homme s'acheva par la publication *in extenso* de l'intervention à ce meeting de Rouge, représentant de la Commune Révolutionnaire.

L'idée centrale en était la division définitive du monde en deux camps :

" Il n'y a plus, dans le monde, d'Anglais ou de Français, d'Italiens ou d'Espagnols, d'Allemands ou de Russes, il n'y a plus que les hommes de l'idée et ceux de la routine, les hommes du mouvement et ceux de la résistance : d'un côté, la République Sociale, de l'autre, tous les trônes et toutes les aristocraties. C'est là, entre ces deux camps, qu'est la grande lutte du siècle, c'est là que gisent les éléments de la crise douloureuse mais nécessaire qui doit inaugurer l'ère de Paix, l'ère de Liberté par l'Égalité ".

Et Rougée d'appeler, en se réclamant des Chartistes, à " l'Alliance Révolutionnaire des Peuples ".

Ici s'arrêtent les indications fournies par *L'Homme* sur le " Comité International Permanent ".

Il ne disparut pas pour autant. Sous le titre " l'Internationale de 1855 ", Benoît Malon (*Rêve. Soc.*, 1887, p. 221) a pu l'étudier à partir des documents relatifs à sa dissolution en 1859.

Il indique néanmoins qu'à Londres et à New York, notamment, ses membres célébraient chaque année l'anniversaire des Journées de Juin par des Assemblées imposantes où de brillants et violents discours étaient prononcés par des orateurs de diverses nations tels que Ernest Jones, F. Mijoul, Talandier, Lorgue, Pellerier, Debuchy, Dejacque, Montfalcon, Herben (? Herten), Renieer, Leseine, Dime, Hammer, Oborski, Clark.

Ses membres s'étaient quelque peu renouvelés, si l'on s'en rapporte à la liste des signataires du Manifeste publié en réponse à celui de la Commune Révolutionnaire Polonaise.

Mais il semble bien qu'il ne s'agisse plus que de membres anarchistes, à savoir : G. Bonnin, Krinski, Oborski, Herben (Herten ?), Renieer, Debuchy, Truffard, Leseine, Hammer, Monfalcon, Mockroy, Richard, J. Young, Nercils, Drenler, Coloy, Forbes.

En effet, les éléments anarchistes que contenait le Comité International Permanent décidèrent que pour parler avec autorité aux masses, le langage de la révolution sociale, la Société devait commencer par se révolutionner elle-même, en votant l'abolition de son comité permanent. La Commune Révolutionnaire polonaise se retira en bloc et publia un Manifeste explicatif signé Swietoslawski et Baroskiewitch.

Le Manifeste, par lequel le Secrétariat de la nouvelle Société répondit, réaffirmait que le but de celle-ci était de propager les principes de la Révolution Sociale, de travailler activement par tous les moyens en son pouvoir à établir la République démocratique sociale universelle. Les principes de la Révolution Sociale étaient définis ;

Négation absolue de tous les privilèges ; négation absolue de toute autorité ; affranchissement du Proletariat. Le Gouvernement ne pouvait et ne devait être qu'une administration nommée par le peuple, soumise à son contrôle et toujours révocable par lui.

En son état à cette date, cette " Internationale " n'inaugurait pas, à proprement parler, une politique de classe, mais elle tenait tout au moins la Bourgeoisie en défiance. On lit dans son manifeste : " Nous ne demandons pas l'aide de la Bourgeoisie pour accomplir la Révolution Sociale, et nous sommes persuadés que si nous la demandions, nous ne l'obtiendrions pas. Ce que nous avons à faire, c'est de ne nous en rapporter à personne qu'à nous-mêmes. La Fraternité n'est qu'une illusion stupide, là où la Société est organisée en classes ou castes ".

Plus grave peut-être que la faiblesse de sa doctrine, son absence de toute base sociale condamnait le Comité International Permanent.

Les limites d'une internationalisation du mouvement social laissée aux seuls révolutionnaires professionnels durent se faire sentir rapidement, puisque, dès novembre 1854, A. Bianchi écrivait dans *l'Almanach de l'Exil pour 1885* (publié par *l'Homme*) :

" Mais comment, diront les ouvriers, sortir de cette horrible situation ? "

" O ! le moyen est bien simple : Il faut faire la Révolution, non plus une Révolution bâtarde qui ne change rien, qui laisse les choses comme elles sont, les palais à quelques-uns, les masures au reste. Mais une révolution sociale qui, en même temps qu'elle conservera au Peuple son droit politique, remettra aux prolétaires l'instrument de travail qu'on leur a enlevé par force et par ruse qui leur appartient de droit, qu'ils peuvent reprendre avec justice. Alors, les ouvriers travailleront pour eux-mêmes et non pour des capitalistes qu'ils enrichissent de leur sueur et de leurs souffrances ".

" Toute la question est là, il n'y en a pas d'autre. Tant que les prêtres, les propriétaires, les banquiers et les fabricants seront les maîtres, tant que M. Bonaparte, le souteneur soldé de tout ce monde-là, n'aura pas été renversé, soit par une balle libératrice, soit par l'insurrection du Peuple, les ouvriers s'exténueront et mourront de faim pour engraisser les paresseux et les exploités ; quand, au contraire, par l'un ou l'autre de ces moyens, les ouvriers auront reconquis le droit d'être hommes, quand il l'exerceront ce droit, *eux-mêmes, sans intermédiaire*, ils auront fondé le règne de justice et de l'abondance ".

" Ouvriers esclaves attachés à la double chaîne de la misère et de l'ignorance rompez ces chaînes maudites soufflez dessus de votre baleine puissante et ils disparaîtront ! Oui, faites la Révolution ! surtout faites-la pour vous-mêmes et faites-la si bien que cette fois elle s'appelle avec vérité la RÉVOLUTION SOCIALE ! ! ! "

En 1858, sur la tombe de Philippe Faure, à Londres, Bianchi prit la parole à la suite de Mallarmet et de Auguste Desmoulins pour prophétiser :

" Le jour n'est pas loin où le prolétariat de France comprendra que notre cause est la sienne [...] il verra alors que le seul moyen de renverser l'exploitation politique et sociale est d'accomplir une révolution égalitaire, de fonder une société dans laquelle il produira pour lui-même et non pour autrui. Qu'il prenne enfin pour guider ses actes [...] la raison humaine [...] Alors [...] il fera cette grande Révolution Française [...] et les exploités de tous les pays levant les yeux vers cette France dont tant de fois il leur a été parlé marcheront à la dernière guerre, poussant le cri sacré qui les ralliera en un seul bataillon, malgré les antipathies nationales et les différences de race, "Vive la République Universelle, Démocratique et Sociale" ". (Faure, *Journal d'un Combattant de Février*, publié à Jersey par Auguste Desmoulins, 1859, p. 32.)

En désagrégeant l'émigration, l'amnistie de 1859 se chargea, pour le compte des ouvriers, de débayer un terrain encombré par les intrigues des révolutionnaires professionnels. Désormais,

les ouvriers parisiens pouvaient se rendre à Londres, rénover avec les *Trades-Unions* les relations internationales amorcées par la " Commune Révolutionnaire ".

La Commune Révolutionnaire Française avait suivi très probablement l'exemple de la Commune Révolutionnaire Polonaise. Pour M. Tchernoff (p. 481), il est de fait que la Commune Révolutionnaire forma le premier noyau de la Section Française de la Première Internationale à Londres, et se mit en relation avec les journaux ouvriers qui professaient à Paris ces idées, celles de Blanqui, associées à la doctrine communiste de tradition babouviste.

La section de l'Internationale à Paris devait forcément subir l'influence du travail qui se faisait à Londres dans les sections internationales. Les manifestations se succédaient, où l'influence des anciens proscrits était toujours très grande ; ainsi, le 24 février 1868. un grand meeting fut organisé sous la présidence d'Eugène Dupont, et Félix Pyat y renouvela son appel à la Révolution. Dans un autre meeting, du 20 octobre, Vesinier donna lecture d'une proclamation où il déclarait que l'Internationale élevait être considérée comme partageant les principes, les buts et les moyens proclamés par la Commune Révolutionnaire. Évidemment, cette proclamation était fonction du conflit qui opposait, au sein de l'Internationale, les Français de Londres, plus ou moins Blanquistes, et les ouvriers parisiens quelque peu proudhoniens.

La Section Française à Londres maintenait fermement la tradition dont la Commune s'était faite l'incarnation et qui avait inspiré essentiellement la constitution du Comité International Permanent.

En fin d'analyse, il faut le reconnaître : les organisations considérées jouèrent, tant dans la formation des idées internationalistes que dans leur concrétisation par la Première Internationale, un rôle non négligeable.

Quelle qu'en soit la portée réelle, l'intérêt subsiste de cette première ébauche d'Internationale née à la faveur d'un accord entre les représentants de la tradition révolutionnaire française et ces gens plus pratiques qu'étaient les Chartistes anglais. Une doctrine manquait encore : des proscrits allemands l'apportèrent. En attendant, l'union internationale des révolutionnaires s'était réalisée, préfaçant l'éveil de l'internationalisme prolétarien.

Ces efforts des proscrits pour organiser par-dessus les frontières une action révolutionnaire ne sont pas non plus indifférents à la connaissance de la Commune de 1871.

Au moment où l'anniversaire de la Commune de Paris vient d'être commémoré pour la 80^e fois, l'existence du " Comité International Permanent " méritait d'être noté pour montrer qu'en dépit des répressions, la solution de continuité fut moins nette qu'on ne le croit généralement entre les événements de 1848 et ceux de 1871 et, qu'en vérité, il n'est guère sérieux d'attendre l'Exposition Universelle de Londres en 1862 pour en faire surgir *ex nihilo* le mouvement ouvrier international moderne.

Les études systématiques qui s'imposent en complément, confirmeront, sans doute possible, cette prise de position.

Pour citer cet article

Référence électronique

Rémi Gossez, « La proscription et les origines de l'Internationale. 1. Le " Comité international Permanent " », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], , mis en ligne le 13 octobre 2002. URL : <http://rh19.revues.org/index296.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés
